



Gouvernance locale au Togo

Ces avancées qui témoignent de l'efficacité des actions

Le Togo fait du chemin dans la gouvernance locale. Visant à améliorer la prise de décision et l'efficacité des politiques publiques au niveau local, la gouvernance locale a pris une nouvelle dimension depuis 2019. Dès lors, des initiatives ne cessent ...



PAGE 3

FISCALITÉ



Togo / OTR

Suspension temporaire des cartes d'immatriculation fiscales

La délivrance de la carte d'immatriculation fiscale sera « provisoirement suspendue du 23 décembre 2025 au 5 janvier 2026 », annonce l'Office togolais des recettes (OTR). Le Commissaire des Douanes et Droits indirects, Kwawo Essien, l'explique avec précision. Cette décision est prise « conformément ...

PAGE 5

ECONOMIE



Togo

Aného organise son premier Forum dédié au développement économique local

Aného, cité historique du Togo, a levé le voile sur le premier Forum du développement économique local, une initiative intégrée au Festival international de l'histoire d'Aného (FIHA). Organisé ce 20 novembre ...

PAGE 11



Togo-Russie

Poignée de mains, signe d'un partenariat stratégique renforcé

Comme l'on l'annonçait mercredi dernier, le président du Conseil togolais Faure Gnassingbé a été reçu cette semaine en Russie par son homologue, le chef du Kremlin, Vladimir Poutine.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Services publics : le Togo lance la digitalisation de la demande de boîtes postales

Le changement commence parfois par un simple clic. Ce jeudi 20 novembre, la Société des Postes du Togo (SPT) a ouvert une nouvelle porte vers la modernisation en annonçant la possibilité d'« effectuer la demande de boîte postale en ligne ». Un geste technique, mais un pas symbolique. Désormais, particuliers et entreprises peuvent soumettre leurs dossiers via la plateforme nationale des services digitalisés. Le process est fluide. La demande se fait en quelques minutes. Le suivi est instantané. Le paiement, sécurisé. Mieux encore, un outil de discussion accompagne les utilisateurs pour répondre aux moindres préoccupations. Pour le Directeur général de la SPT, Kwadzo Dzodro Kwasi, cette innovation marque une étape décisive. « Ce nouveau service digitalisé témoigne de notre volonté d'offrir aux Togolais des solutions pratiques », affirme-t-il, soulignant une avancée vers « une administration plus moderne et efficace ». Cette initiative s'inscrit dans une dynamique nationale de transformation numérique, portée par le gouvernement, qui voit en la digitalisation un levier de proximité, de transparence et de service public réinventé.

228... c'est ton ticket pour la grande fête !

Cumule 228 points chaque semaine pour tenter de gagner ta voiture, ton billet d'avion, ta PS5, tes bons d'achats et plein d'autres surprises !

Cumulateur au *909#228# yas.tg

Achète tes forfaits au

***909#**

ou chez ton Point de Vente



SOMMAIRE

Côte d'Ivoire/Législatives
Crise au sein du PPA-CI : plus de 20 cadres révoqués pour avoir défié la consigne du boycott



P 4

AFIS 2025
Jean-Claude Kassi Brou plaide pour un financement africain innovant



P 5

Soins capillaires
Des spécialistes démystifient un certain nombre d'entre eux



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Kaou Danga : une restauratrice Inspirante dans la Binah qui diversifie son activité grâce au FNFI

Kaou Danga, une femme de 35 ans, mariée et mère de trois enfants, réside dans la préfecture de la Binah. Elle a suivi les pas de sa maman en se lançant dans la même activité que cette dernière. Sa mère vendait de la pâte de riz depuis 45 ans, et il y a 15 ans, Kaou a pris la relève. Mais, elle n'a pas suivi seulement les pas de sa génitrice, elle a apporté une touche innovante en diversifiant son activité grâce au soutien du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI).

"J'ai commencé avec une somme de 20 mille FCFA. Au début, cette somme m'a juste permis de commencer à vendre de la pâte de riz", explique Kaou. Mais dès qu'elle a découvert le FNFI, elle a saisi l'opportunité. "J'ai d'abord eu 30 mille. Ça m'a permis d'ajouter des ignames pilées et de la pâte de maïs à la pâte de riz que j'avais déjà. Le produit APSEF du FNFI m'a permis de saisir cette opportunité."

Grâce à cette diversification, Kaou a pu répondre à une demande croissante de sa clientèle. "En effet, au moment où je vendais la pâte de riz seule, puisque c'est ce

que ma maman vendait ici même, d'autres clients venaient aussi demander des ignames pilées et de la pâte de maïs. Je n'avais pas assez de fonds pour me lancer dans la vente

pour accompagner la cuisine. Les fonds successifs m'ont permis de développer mon activité. Aujourd'hui c'est carrément des bœufs entiers que nous

m'ont permis de faire du stockage de maïs. Ainsi, quand les prix du marché montent, moi j'ai du maïs contrairement aux autres. Mon stockage n'est pas pour revendre le

Quand elle s'est fatiguée, j'ai pris le relais il y a 15 ans. Elle m'a beaucoup conseillée", raconte Kaou. De plus, Kaou ne se contente pas de réussir seule. Elle emploie également des jeunes et les encourage à se lancer dans l'entrepreneuriat. "J'ai des gens qui travaillent avec moi. Je les incite à économiser avec des tontines. L'idée, c'est de les aider de cette façon à démarrer une activité génératrice de revenus. Beaucoup sont passés par ici comme ça. À la fin de leur contrat, ils ont de quoi se lancer eux-mêmes. Fille comme garçon."

À part ceux qui viennent manger chez elle, Kaou reçoit également de grosses commandes pour des événements, allant au-delà de 2 millions FCFA. Son histoire témoigne du potentiel transformateur de l'inclusion financière pour autonomiser les femmes entrepreneures et stimuler le développement économique au niveau local.



Kaou Danga

de ces deux plats. C'est donc grâce au FNFI que j'ai débuté. Par ailleurs, avant, je ne vendais que des poissons pour accompagner la pâte de riz, mais petit à petit, j'ai commencé à acheter également des morceaux de bœuf, des morceaux de mouton et des volailles

achetons", affirme-t-elle. Mais ce n'est pas tout. Kaou a également eu une idée ingénieuse, qu'elle a mise en œuvre avec les fonds successifs reçus du FNFI et ses économies : le stockage. Elle explique : "Au fur et à mesure, les produits FNFI

maïs, mais pour en avoir et faire la cuisine pour mes clientes quand les prix montent."

L'entrepreneure attribue une partie de son succès à sa mère et à l'inspiration qu'elle lui a transmise. "C'est ma maman qui vendait de la pâte de riz ici.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG.LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Togo-Russie

Poignée de mains, signe d'un partenariat stratégique renforcé

Comme l'on l'annonçait mercredi dernier, le président du Conseil togolais Faure Gnassingbé a été reçu cette semaine en Russie par son homologue, le chef du Kremlin, Vladimir Poutine.

« Je remercie chaleureusement Son Excellence monsieur Vladimir Poutine, président de la fédération de Russie pour son invitation et pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé ainsi qu'à la délégation qui m'accompagne. Nous avons eu un entretien tête-à-tête marqué par des échanges francs, respectueux et très constructifs », a écrit Faure Gnassingbé sur les réseaux sociaux. « Cette rencontre bilatérale offre une nouvelle occasion d'approfondir une relation solide, bâtie sur la confiance, la souveraineté et le partenariat mutuellement bénéfique. La Russie et le Togo vont continuer à ouvrir de nouvelles voies pour une coopération équilibrée et orientée vers les résultats, au service du développement, de la stabilité et des opportunités pour nos deux peuples », a ajouté le chef du gouvernement. Faure Gnassingbé et Vladimir Poutine se sont longuement entretenus

en tête-à-tête sur des sujets d'intérêt commun, en présence de leurs délégations respectives. Le président du Conseil et le président de la fédération de Russie ont passé en revue tous les axes stratégiques d'une coopération bilatérale riche et féconde dans les domaines diplomatique, commercial, économique et du capital humain. Souhaitant une chaleureuse bienvenue à la délégation togolaise, le président Vladimir Poutine s'est réjoui de la force des relations diplomatiques historiques et de la qualité du partenariat commercial et économique entre les deux pays. « Nous avons célébré cette année, le 65ème anniversaire de nos relations diplomatiques. Nos échanges commerciaux et nos activités économiques se développent à un bon rythme et la tendance demeure positive », affirme le dirigeant russe. Le président russe a insisté sur le développement de cette relation. « Avec l'ouverture des ambassades et le début des travaux de la Commission intergouvernementale, nous pourrions, de part et d'autre, tout mettre en œuvre non seulement pour maintenir

cette dynamique, mais aussi pour l'accélérer », a-t-il indiqué. Concernant la suite des relations diplomatiques entre les deux pays, le président du Conseil togolais a dit : « Je pense que la nouvelle étape sera marquée par la présence de



Faure Gnassingbé (à droite) et Vladimir Poutine/Crédit photo : direction de la Communication de la présidence du Conseil

l'Etat ». Les deux dirigeants ont également abordé le partenariat dans le domaine du capital humain, à travers la formation, l'innovation et le transfert de compétences au service du développement durable du Togo. Le président Russe a insisté sur le fait que « des ressortissants togolais étudient en Russie », et s'en est réjoui. « Ce sont des jeunes gens talentueux.

Je suis convaincu qu'ils contribueront de manière significative au développement de leur pays », a poursuivi le chef du Kremlin. « L'éducation est un secteur prioritaire pour l'avenir de notre pays. Dans le monde aujourd'hui, la technologie joue un rôle important et seule l'éducation peut faire la différence. Il est très important de maintenir le partenariat dans ce secteur au profit de nos étudiants. Nous espérons qu'avec l'ouverture de l'ambassade, nous ferons mieux dans ce domaine », a souligné de son côté Faure Gnassingbé. Les questions de sécurité et de stabilité dans la sous-région ouest africaine et

au Sahel étaient également au cœur des échanges. Le président du Conseil Faure Gnassingbé s'est félicité de l'appui de la fédération de Russie à la lutte contre l'insécurité et le terrorisme dans les pays du Sahel. « La sécurité est importante pour nous. Et je voudrais vous remercier pour tout ce que vous faites pour nos frères et amis du Mali, du Burkina Faso et du Niger qui sont en première ligne dans cette lutte. Ce que vous faites pour ces trois pays, vous le faites également pour la sous-région, et je voudrais au nom de la région de l'Afrique de l'Ouest, vous dire un sincère merci », a expliqué le chef du gouvernement.

Cette visite officielle illustre l'excellence des relations d'amitié entre le Togo et la fédération de Russie. Elle ouvre aussi de nouvelles perspectives pour un partenariat stratégique renforcé, résolument tourné vers une coopération agissante, la prospérité partagée et la consolidation d'un avenir commun fondé sur la paix et la stabilité.

Edem Dadzie

Identification biométrique

La zone 1 de la région Maritime démarre demain samedi

Au Togo, la mise en œuvre du projet e-ID (identification biométrique) se poursuit.

Les enregistrements de masse débuteront officiellement le samedi 22 novembre 2025 dans la zone 1 de la région Maritime, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed).



Une empreinte digitale (Crédit photo : republiquetogolaise.com)

Cette nouvelle phase concerne les préfectures

de Vo, Yoto, Bas-Mono et des Lacs. Elle permettra de

doter les résidents de cette zone d'une identité unique

et sécurisée, essentielle pour un meilleur accès aux services publics, sociaux et administratifs.

L'opération, conduite en collaboration avec l'Agence nationale d'identification (Anid), bénéficie de l'appui de la Banque mondiale, à travers le programme Wuri (Programme d'identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion en

Afrique de l'Ouest) Pour rappel, les enregistrements ont déjà eu lieu dans les préfectures du Golfe et d'Agoè-Nyivé ainsi que dans la région des Savanes. L'ambition du gouvernement est de disposer à terme d'une base de données nationale unifiée et sécurisée.

TM et republiquetogolaise.com

Armée de l'air

Les inscriptions aux tests psychotechniques prennent fin aujourd'hui

Initialement prévues pour s'achever le 14 novembre 2025, les inscriptions aux tests psychotechniques dans le cadre du recrutement dans l'armée de l'air vont se poursuivre. Le ministère de la Défense a en effet prorogé le délai au 21 novembre 2025.

Les tests psychotechniques prévus du 25 novembre au 12 décembre se dérouleront dans les villes de Kara, Sokodé, Atakpamé,



Un hélicoptère de l'armée de l'air togolaise (Crédit photo : defense.gouv.tg)

Kpalimé, Aného et Lomé. Les postulants doivent impérativement être de

nationalité togolaise, avoir un niveau supérieur ou égal aux classes de terminale

scientifique (séries C, D et E), et être âgés de 23 ans au plus au 31 décembre 2025.

Les inscriptions s'effectuent au secrétariat de l'État-major de l'Armée de l'air et dans les brigades de gendarmerie des villes précitées. Les informations complémentaires peuvent être consultées sur le portail

électronique du ministère : <https://defense.gouv.tg>. Pour rappel, le recrutement porte sur le personnel navigant et non navigant (pilotes et techniciens avion).

La rédaction Source : republiquetogolaise.com

Côte d'Ivoire/Législatives

Crise au sein du PPA-CI : plus de 20 cadres révoqués pour avoir défié la consigne du boycott

À cinq semaines des législatives du 27 décembre 2025, le Parti des Peuples Africains de Côte d'Ivoire (PPA-CI) traverse l'une des crises internes les plus significatives depuis sa création. Officiellement, la formation de Laurent Gbagbo boycotte le scrutin. Officieusement, plusieurs de ses figures avancent vers les urnes, au prix d'une prise de risque politique assumée, voire calculée.



Le 18 novembre, la Commission électorale indépendante (CEI) a dévoilé la liste définitive des candidatures retenues : 1 143 dossiers validés, dont 22 provenant du PPA-CI, pourtant absent de la course. Trois noms attirent immédiatement l'attention : Stéphane Kipré, vice-président du parti ; Prince Arthur Dalli, président intérimaire de la jeunesse et maire de Lakota ; et Lasm Blaise, secrétaire général adjoint, actuellement incarcéré.

La présence de ces cadres, parmi d'autres, tranche avec la posture officielle du parti, qui justifie son retrait par un environnement politique « hostile », marqué par la répression et l'absence de garanties électorales. Comment expliquer, dès lors, ces candidatures dissidentes ?

Selon leurs entourages, il ne s'agirait ni d'un acte de défiance envers Gbagbo ni d'un coup politique visant à fracturer le parti. Le geste relèverait plutôt de la « stratégie de survie ». Stéphane Kipré et Prince Arthur Dalli chercheraient, à travers un siège au Parlement, à bénéficier de l'immunité parlementaire dans un contexte de procédures judiciaires ouvertes. Quant à Lasm

Blaise, toujours détenu, l'annonce de sa candidature pourrait constituer une opportunité d'obtenir une liberté provisoire afin de battre campagne. Tous trois affirment d'ailleurs être déterminés à « servir le parti » si la victoire leur sourit,

malgré leur mise à l'écart immédiate.

Mais au sein du parti, l'on ne conçoit pas ce qu'on qualifie d'« insubordination et de désobéissance ». Par un communiqué signé de Me Habiba Touré, porte-parole du PPA-CI, Stéphane Kipré, Prince Arthur Dalli, Georges Armand Ouégnin, Seri Louma, ainsi qu'une vingtaine d'autres responsables nationaux et locaux ont été révoqués mercredi 19 novembre.

L'épisode révèle un dilemme profond au sein du PPA-CI : comment concilier une ligne politique de résistance, structurée autour du rejet du processus électoral, avec la réalité judiciaire et personnelle vécue par certains de ses cadres ?

Le parti, qui a bâti sa cohésion sur la loyauté envers Gbagbo et la défense d'un idéal de souveraineté politique, se retrouve aujourd'hui confronté à une contestation feutrée mais révélatrice. Pour les uns, respecter les directives relève de la discipline militante. Pour d'autres, la bataille se joue désormais aussi sur le terrain judiciaire, où un mandat parlementaire devient un outil de protection autant qu'un espace politique.

T.M.

Afrique/Diplomatie

Tournée africaine : Emmanuel Macron en quête d'un nouveau souffle diplomatique ?

Emmanuel Macron a entamé, jeudi 20 novembre, une tournée africaine de cinq jours qui le conduit à l'île Maurice, en Afrique du Sud, au Gabon puis en Angola. Une offensive diplomatique présentée par l'Élysée comme un effort pour refonder les relations entre la France et un continent désormais au cœur de rivalités géopolitiques intenses.

Première étape : Port-Louis. Le président français y a été accueilli dans un pays considéré comme une réussite économique de l'océan Indien, avec un PIB par habitant supérieur à 10 000 dollars. Longtemps tourné vers la canne à sucre, l'archipel a su se réinventer dans le tourisme et les services financiers. Mais les dernières années ont révélé des fragilités, entre pressions climatiques et ralentissement économique. Pour Paris, ce déplacement marque le retour à un dialogue politique distendu depuis plus de trente ans, la dernière visite d'un président français à Maurice remontant à François Mitterrand en 1993. Emmanuel Macron souhaite relancer une coopération stratégique dans une région où les ambitions

de la Chine, de la Russie et de l'Inde s'affirment de plus en plus. Vendredi, il se rendra avec le premier ministre Navin Ramgoolam à bord du Champlain, bâtiment de la Marine française engagé dans des opérations conjointes de surveillance maritime. L'Agence française de développement signe parallèlement des accords pour moderniser les réseaux d'électricité et d'eau, durement éprouvés par les aléas climatiques. Après Maurice, le chef de l'État rejoindra l'Afrique du Sud, hôte du sommet du G20. La visite donnera lieu au lancement d'un conseil d'affaires franco-sud-africain destiné à stimuler les investissements croisés. Il poursuivra au Gabon où il rencontrera le président Brice Clotaire Oligui Nguema, arrivé au pouvoir après le coup d'État de 2023 qui a mis fin au règne de la famille Bongo. La France espère accompagner la diversification économique du pays, aujourd'hui dépendant du pétrole. La tournée s'achèvera en Angola lors d'un sommet Union africaine -Union

européenne consacré aux partenariats économiques et énergétiques. Mais derrière cette offensive diplomatique, un défi persiste : rendre crédible une politique africaine que Paris promet plus équilibrée et tournée vers l'avenir. Les initiatives de Macron depuis 2017, discours de rupture avec la « Françafrique », ouverture envers la jeunesse, rapprochement avec l'Afrique anglophone, restent parfois mal comprises dans l'espace francophone, où le sentiment d'un éloignement progressif de la France s'est accentué.

Alors que l'influence parisienne recule et que les échanges commerciaux avec l'Afrique diminuent, cette tournée apparaît comme une tentative de repositionnement. Emmanuel Macron veut convaincre que la France demeure un partenaire fiable, à l'écoute et capable de proposer des solutions concrètes. Reste à savoir si ce message trouvera un écho durable sur un continent plus exigeant que jamais.

T.M.

Afrique/Politique migratoire

Inspirés par Trump, des pays de l'UE adoptent des programmes d'expulsion vers l'Afrique

Plusieurs pays membres de l'Union européenne envisagent désormais de transférer des migrants déboutés vers des pays africains. Une stratégie qui s'inspire directement des politiques d'externalisation menées par l'administration Trump, et qui place l'Afrique au centre d'un débat explosif mêlant enjeux géopolitiques, pressions diplomatiques et préoccupations humanitaires.

La Grèce est l'un des États les plus avancés sur cette voie. Confrontée à une hausse des arrivées sur ses îles méridionales, Athènes veut établir des « centres de retour » en Afrique pour y envoyer les personnes dont les demandes d'asile ont été rejetées. Le ministre grec des migrations, Thanos Plevris, l'assume ouvertement : l'objectif est de dissuader les départs et d'accélérer les renvois, même lorsque les pays d'origine refusent ou tardent à coopérer. Selon Reuters, des discussions sont déjà engagées avec plusieurs gouvernements africains. L'Allemagne aurait également été approchée pour explorer des solutions similaires, signe que cette

approche séduit au-delà d'Athènes. Les Pays-Bas, eux, ont lancé avec l'Ouganda un projet pilote visant à relocaliser certains demandeurs d'asile déboutés, une initiative qui rappelle fortement les accords de « pays tiers sûrs » promus par Washington durant la période Trump.

Pour l'Afrique, ces programmes soulèvent plusieurs enjeux stratégiques.

D'un côté, ils s'inscrivent dans une dynamique où l'Europe conditionne de plus en plus son aide financière, sa politique commerciale ou ses visas à la coopération en matière migratoire. Des pays africains, sous pression économique et diplomatique, pourraient être tentés d'accepter ces accords en échange de ressources supplémentaires. De l'autre, ces mécanismes posent des questions lourdes : quel statut pour les migrants transférés ? Quels risques politiques pour les États africains qui accepteraient d'héberger des personnes venues d'autres pays ? Et quelles conséquences

sur la stabilité sociale dans des régions déjà fragiles ?

Plus largement, une coalition grandissante d'États européens, Allemagne, Italie, France, Autriche, Grèce, entre autres, appelle désormais à un « changement de paradigme » : augmenter les retours, réduire les arrivées et imposer des sanctions aux pays d'origine jugés non coopératifs. Avec un taux de renvoi de seulement 30 %, l'UE estime devoir agir vite, quitte à externaliser une partie de la gestion des expulsions.

Cette mutation marque un tournant majeur : l'Afrique n'est plus seulement perçue comme un continent de départs, mais comme un espace où l'Europe cherche à déléguer une partie de sa politique migratoire. Reste une question fondamentale : ces accords, inspirés par la méthode Trump, serviront-ils réellement la gestion internationale des migrations, ou risquent-ils d'alimenter de nouvelles tensions entre l'Europe et l'Afrique ?

T.M.

Togo / OTR

Suspension temporaire des cartes d'immatriculation fiscales

La délivrance de la carte d'immatriculation fiscale sera « provisoirement suspendue du 23 décembre 2025 au 5 janvier 2026 », annonce l'Office togolais des recettes (OTR).



Une carte d'immatriculation fiscale

Le Commissaire des Douanes et Droits indirects, Kwawo L. Essien, l'explique avec précision. Cette décision est prise « conformément au principe d'annualité de la Carte d'Immatriculation Fiscale et pour des raisons d'organisation interne ». Une mise entre parenthèses qui s'avère nécessaire pour l'administration fiscale. Durant cette période, « toute demande d'édition de carte d'immatriculation adressée au commissariat des impôts [...] ne sera pas traitée », précise la note officielle.

Derrière cette suspension, l'ambition est de moderniser, d'assainir et d'optimiser les démarches. L'administration fiscale profitera de cette fenêtre pour mettre à jour les données des contribuables et ajuster ses stratégies. L'objectif est d'assurer « une gestion optimale et transparente des obligations fiscales », dans un contexte où la mobilisation des recettes reste un pilier essentiel pour l'État.

Document incontournable, la carte d'immatriculation fiscale demeure l'identifiant de référence pour les contribuables, indispensable à la déclaration, au paiement des impôts et à diverses procédures administratives. Sa brève indisponibilité invite donc à la vigilance.

Dans son communiqué daté du 14 novembre 2025, Kwawo A. K. Essien a tenu à rassurer. Les équipes opérationnelles, assure-t-il, prendront les dispositions nécessaires afin de limiter tout désagrément.

Une parenthèse courte, mais stratégique. Les contribuables sont appelés à anticiper leurs démarches. En toile de fond, l'OTR prépare un nouvel exercice fiscal qu'il veut plus harmonisé, plus fluide et plus efficace.

Edy Alley

Facture alimentaire 2025

L'Afrique subsaharienne dépassera les 65 milliards USD d'importations

Dans les ports du continent, les cargos défilent sans relâche, chargés de blé, d'huiles et de sucre. Derrière cette réalité, l'on peut constater que le continent dépend toujours massivement de l'extérieur pour remplir ses assiettes. Et cette dépendance coûte de plus en plus cher. Elle est de 65 milliards USD d'importations, selon la FAO.

Selon cette institution, les pays d'Afrique subsaharienne devraient dépenser « 65 milliards USD au terme de l'année 2025 » pour importer leurs produits alimentaires. Une projection en hausse de 4 % par rapport à 62,8 milliards USD dépensés en 2024. Si cette tendance se confirme, ce serait la troisième année consécutive de progression, signe d'une fragilité structurelle qui se durcit.

Les céréales restent le premier poste de dépenses. La FAO évoque « des achats attendus à 21,9 milliards USD », soit près d'un tiers de la facture totale. Blé, riz, orge, farine : une base alimentaire essentielle, mais toujours largement importée. Derrière, les huiles comestibles, les produits halieutiques, le sucre et les boissons complètent le Top 5, pour un total de 23,4 milliards USD.

La dynamique est presque uniforme : tout augmente, ou presque. La FAO observe que « les dépenses liées

à des produits comme le poisson ou les fruits et légumes progresseront », nourries par une demande croissante dans les pays à revenu intermédiaire. Même les huiles, dont les cours restent soumis aux aléas de la production mondiale,

du cacao. À l'opposé, les pays les moins avancés subiront la plus forte augmentation, avec des dépenses d'huiles susceptibles de bondir « jusqu'à 58 % ».

En Afrique subsaharienne, 5 pays concentrent l'essentiel des dépenses alimentaires :



Des denrées alimentaires

voient leurs coûts grimper sous l'effet d'une « faible progression attendue de la production d'huile de palme ».

Cette tendance africaine s'inscrit dans un mouvement global. À l'échelle du monde, la facture des importations alimentaires devrait atteindre « 2,22 milliards USD en 2025 », établissant un nouveau record. La FAO souligne que « la hausse de la FIB mondiale est principalement portée par les pays à revenu élevé », en raison notamment du renchérissement du café et

l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Éthiopie, le Kenya et la Côte d'Ivoire. Leur poids économique ne les protège pas complètement des secousses du marché mondial.

Dans un monde où la nourriture devient un produit stratégique, la région avance en équilibre instable, entre croissance démographique, dépendance extérieure et nécessité d'investir massivement dans sa propre production.

Edy Alley

AFIS 2025

Jean-Claude Kassi Brou plaide pour un financement africain innovant

À Casablanca, l'Afrique trace sa voie financière. Jean-Claude Kassi Brou, gouverneur de la Bceao, a appelé à un « financement africain innovant », capable de soutenir la croissance réelle et d'exploiter les nouvelles technologies pour transformer l'économie ouest-africaine.

« Nouvelle architecture mondiale : où l'Afrique peut-elle se tourner pour obtenir les financements dont elle a besoin ? » Tel était le thème du panel des gouverneurs de banques centrales auquel a participé Jean-Claude Kassi Brou, le 4 novembre, à l'Africa Financial Summit (AFIS 2025) de Casablanca. Face à un contexte marqué par des tensions commerciales mondiales,

le gouverneur a affirmé que « les économies de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa)

et une politique monétaire prudente ». Il a cependant rappelé l'importance de rester vigilant « face aux



Kassi Brou à Casablanca dans le cadre de l'AFIS

demeurent résilientes, portées par une croissance stable, une balance des paiements en amélioration

effets potentiels des chocs externes sur l'inflation et les taux d'intérêt ». Sur le plan du financement

du développement, il a exhorté les banques commerciales à « accroître leur contribution au financement de l'économie réelle, en diversifiant leurs instruments de mobilisation de l'épargne ». Une invitation à passer de la prudence à l'action concrète, pour soutenir la croissance régionale.

Le gouverneur a également mis en lumière les innovations technologiques de la Bceao. Il a notamment évoqué le déploiement de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI), mais aussi les réflexions sur « la mise en place d'une monnaie numérique de

banque centrale » et sur « l'intégration progressive de l'intelligence artificielle dans le renforcement des outils de conduite de la politique monétaire et de maintien de la stabilité financière ».

À travers ces propos, Jean-Claude Kassi Brou a illustré une vision de l'Afrique de l'Ouest qui doit conjuguer résilience économique, innovation technologique et financement structuré pour affronter un monde en mutation rapide. Casablanca a été le témoin de cette détermination, ouvrant une nouvelle page dans la stratégie financière régionale.

Edy Alley

Gouvernance locale au Togo

Ces avancées qui témoignent de l'efficacité des actions

Le Togo fait du chemin dans la gouvernance locale. Visant à améliorer la prise de décision et l'efficacité des politiques publiques au niveau local, la gouvernance locale a pris une nouvelle dimension depuis 2019. Dès lors, des initiatives ne cessent de se multiplier pour renforcer la participation citoyenne à la base.

Définie comme la manière dont les affaires d'une collectivité territoriale sont gérées et administrées en impliquant toutes les prenantes, la gouvernance locale tient depuis quelques années une importance capitale dans le développement du Togo. Impliquant à la fois le public, le privé, les citoyens et la société civile, la gouvernance locale devient la stratégie pour réduire les inégalités, en combattant la pauvreté à la base.

Si au Togo, les avancées de la gouvernance locale ne sont visibles qu'à

La décentralisation est le processus qui transfère des pouvoirs du gouvernement central aux collectivités locales, tandis que la gouvernance locale est la manière dont les pouvoirs transférés sont exercés par l'implication de tous les acteurs. Au Togo, il faut remonter en 1959, soit un an avant l'indépendance, pour voir voter le premier texte, posant le principe de la décentralisation administrative du pays. En 1965, un nouveau texte viendra compléter celui-ci, avant l'adoption en 1987 d'un autre.

Seule constance, la portée limitée de ces textes en ce qui concerne les compétences et l'autonomie de gestion dont devraient bénéficier les collectivités. Il a fallu la Constitution de 1992, qui servira plus tard de fondement à la loi du 11 février 1998, pour poser les principes d'une

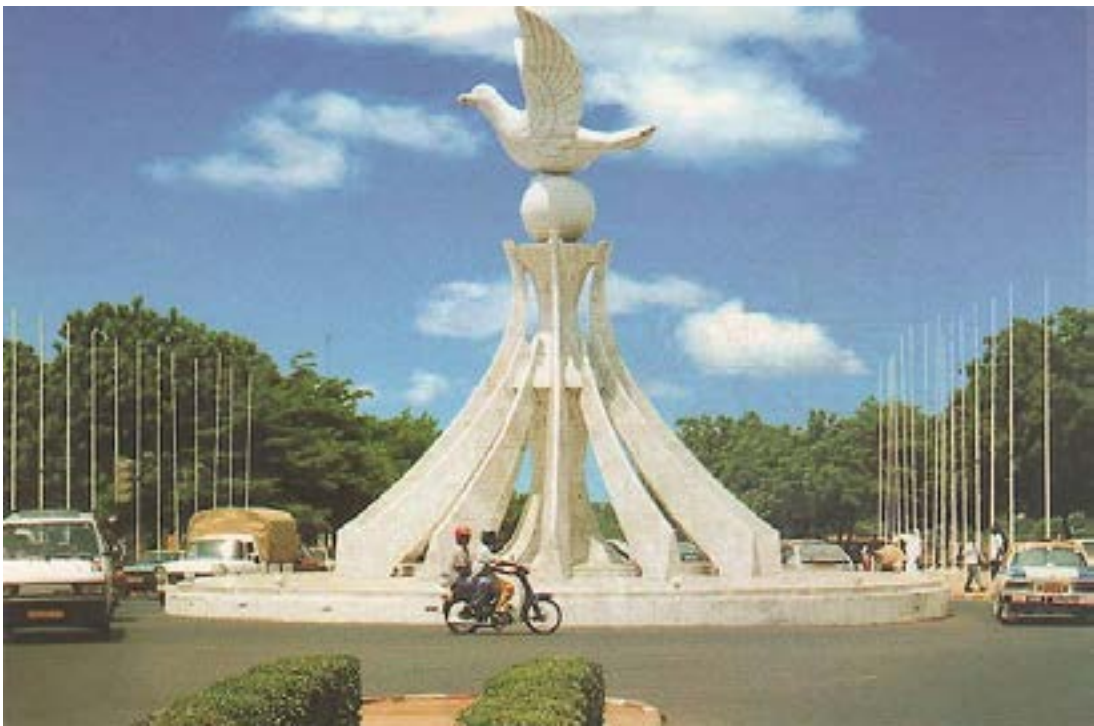


décentralisation (PNDC). En ce sens, de nouveaux textes votés en 2007, puis renforcés par d'autres, ont permis au pays d'organiser les élections municipales de 2019. Ces élections locales qui ont permis d'élire les conseillers municipaux,

Depuis les élections municipales de 2019, le Togo a franchi des étapes majeures dans la mise en œuvre effective de la décentralisation, avec un impact positif ressenti sur l'ensemble du territoire. Au-delà des chiffres impressionnants liés aux budgets et programmes d'appui, les réalisations visibles sur le terrain témoignent de l'engagement profond du gouvernement à rapprocher les services publics des populations. 117 communes ont été créées et disposent de conseils élus qui pilotent le développement local. Dans la continuité de ce processus de décentralisation enclenché par l'État, le Togo a organisé pour la première fois, en 2024, les élections régionales dans les 5 régions du pays, aboutissant à l'installation de 179 conseillers régionaux chargés d'assurer la coordination territoriale.

d'appui tels que le Fact, le PAFC et le PAD III, 19 communes disposent désormais de nouvelles infrastructures administratives érigées en 2024 : bâtiments communaux, bureaux fonctionnels, services d'état civil et salles polyvalentes. Ce nombre continue d'évoluer, au regard de la poursuite des investissements dans les collectivités locales.

Sur le terrain, des projets concrets améliorent le quotidien des habitants : 1 526 salles de classe construites entre 2023 et 2024, dont 685 dans la région des Savanes ; plus de 12 500 forages réalisés ces dernières années, accompagnés de 60 000 branchement domestiques et de 194 bornes fontaines ; installation de plus de 30 000 lampadaires solaires dans les zones rurales via le programme Pep's Rural, financé à hauteur de 26 milliards de francs CFA.



partir de 2019, avec les premières élections locales, le processus a cependant débuté depuis des décennies.

De la décentralisation à la gouvernance locale

décentralisation élargie au Togo.

Relançant sa décentralisation en 2004, le pays s'est doté d'un Programme national de consolidation et de

les maires et leurs adjoints dans les 117 communes du Togo, consacrent le transfert de pouvoir aux élus locaux.

Six ans après 2019, les avancées

Des infrastructures fonctionnelles pour servir les populations

Grâce aux programmes

C'est dans cette dynamique d'accessibilité que s'inscrit l'effort de modernisation des services d'état civil,

essentiel à la pleine citoyenneté.

Des services publics modernisés et accessibles

La réforme de l'état civil, lancée en 2018, a permis la mise en place de 1 180 centres principaux et secondaires répartis sur l'ensemble des communes. Depuis 2022, la gratuité des actes de naissance facilite l'accès aux droits civiques et sociaux. La digitalisation progressive de ces services rapproche davantage l'administration des citoyens.

Par ailleurs, le bien-être des populations passe aussi par la préservation d'un cadre de vie sain, d'où l'engagement fort du gouvernement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. L'État s'est fixé l'objectif d'un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. À Lomé, le projet Pash-Mut, doté de 46 milliards de francs CFA, améliore la distribution d'eau et l'extension des réseaux d'assainissement. Dans plusieurs localités, la réhabilitation des systèmes d'approvisionnement, notamment à Naki-Est et à Dapaong, renforce la sécurité hydrique.

La décentralisation, un levier de développement social

Au-delà des infrastructures, la décentralisation soutient également la vie scolaire. Rénovation de salles de classe, fourniture de manuels et appui aux repas scolaires figurent parmi les réalisations concrètes portées dans le cadre des efforts de décentralisation.

Ces actions impliquent fortement les parents et les communautés locales, notamment les femmes,

dans la promotion d'un environnement scolaire favorable aux enfants.

Au total, environ 41,8 milliards de francs CFA ont été alloués via le Fact depuis 2020, 13 milliards mobilisés pour le PAFC dans 3 grandes régions et 32 milliards de francs CFA dédiés à la politique de décentralisation et de déconcentration en 2025. À ces fonds s'ajoutent les investissements directs dans les infrastructures et les services de proximité. Ces réalisations traduisent la vitalité de la décentralisation au Togo. En 6 ans, elle n'est plus un simple cadre juridique, mais une réalité vécue dans les communes, où infrastructures, services publics et initiatives locales transforment le quotidien.

Au-delà des réalisations, les avancées du Togo dans la gouvernance locale se traduisent par la révision du cadre juridique et institutionnel, le transfert de compétences aux collectivités locales, le renforcement des capacités des acteurs et la mise en place de nouveaux mécanismes de gouvernance régionale.

Pour ce faire, des programmes de formation sont mis en place pour renforcer les capacités des administrateurs communaux et des agents de l'état civil. Des compétences en matière d'éducation, de santé, d'eau et d'assainissement ont été également transférées aux communes. Des efforts sont également consentis pour améliorer la transparence financière, la participation citoyenne et la modernisation des outils de gestion.

Pour favoriser l'amélioration de la

transparence financière, des outils de gestion financière, comme une solution digitale pour le recouvrement des recettes, ont été introduits dans des communes pilotes. Le développement de plans communaux de développement (PCD) et de plans d'action intercommunaux (PAI) permet d'orienter le

gouvernance locale au Togo reste confrontée à nombre de défis. Ces derniers sont relatifs à l'insuffisance des moyens financiers, à l'instabilité sécuritaire liée à la menace terroriste dans le nord et à l'insuffisance d'infrastructures de base (eau, assainissement). Conséquence : la persistance dans

l'exclusion des rôles de responsabilité. S'adapter à une urbanisation rapide et aux attentes croissantes en matière de services publics constitue également un autre défi pour les communes et régions appelées par la gouvernance locale à se prendre plus en charge.

Relever les défis



développement local et de mieux coordonner les actions. La participation citoyenne se voit de plus en plus renforcée avec des instances comme les Comités villageois de développement (CVD) et les Comités de développement des quartiers (CDQ) pour assurer une plus large représentativité. Des chartes de participation ont également été validées, encourageant l'implication des citoyens dans la gouvernance locale.

Pour moderniser les administrations locales, des processus de développement organisationnel et de modernisation administrative ont été mis en place. Mais en dépit des avancées enregistrées ces dernières années, la

certaines communes et régions des problèmes d'accès à l'eau potable, d'assainissement et d'éducation, surtout dans les zones rurales.

Le transfert incomplet des compétences de l'État vers les communes et la perception quelquefois négative de la fiscalité locale par les citoyens participent également à plomber la gouvernance locale. C'est ainsi que beaucoup de communes sont en manque de moyens financiers pour mener à bien leurs missions.

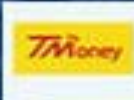
Un autre défi que le gouvernement s'attelle à relever est la gouvernance des femmes. L'inclusion de ces dernières dans la vie politique locale fait quelquesfois face à des défis comme le harcèlement, le manque d'opportunités et

Pour relever les défis susmentionnés, le gouvernement entend continuer par renforcer les capacités des acteurs, améliorer le transfert des compétences et des ressources, et accroître la participation citoyenne.

Il est également crucial, selon nombre d'experts, de créer un cadre légal et institutionnel clair, de coordonner les actions entre les niveaux de gouvernement et de continuer par assurer une gestion financière saine. Mais qu'à cela ne tienne, par le leadership et la cohérence de ses politiques, le gouvernement cesse de confirmer son engagement à renforcer l'autonomie locale et à améliorer durablement le bien-être des populations.

Caleb Akponou

En un clic,
payez votre
TVM par



sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play





FÉDÉRER POUR BÂTIR
www.otr.tg


AVIS DE DECES



Mama Venougne AGBEDANOU VI,
Cheffe canton de Wli Centre (Commune Zio2),

Monsieur GBESSA Kokou Michel, chef de la famille FIANYO
Les familles FIANYO, AGODE, HEGNO, AZILAN, KONDI
Les enfants de la défunte Frédéric HEGNO, Tanti AZILAN,
Charles Koffi AZILAN, Nissao KONDI, Charles Kpandja KONDI,
Akofa KONDI,

profondément touchés par les nombreuses marques de sympathie, d'affection et de soutien que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du rappel à Dieu de leur très chère fille, mère, sœur, tante et grand-mère :

FIANYO Ayawovi Delali Lucie
Institutrice, Directrice d'école à la retraite
Décès survenu le 18 octobre 2025
à Tsévié dans sa 73^e année

vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient de bien vouloir prendre part ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après :

PROGRAMME

Vendredi 21 novembre 2025
18h30 : Veillée de prière et de chants à Wli-Centre

Samedi 22 novembre 2025
06h00 : Chapelle ardente en la maison mortuaire, maison de la défunte sise à Wli-Centre

08h00 : Culte d'enterrement et d'action de grâce, suivi de l'inhumation au cimetière dudit village.

NB : Les salutations d'usage seront reçues dans la maison mortuaire, après l'enterrement
Maison mortuaire : Maison FIANYO à WLI-CENTRE

Introspection

3 heures après l'enterrement, les pleurs s'éteignent. La famille rentre, s'occupe des invités... alors que ton corps commence déjà à rencontrer la terre.
6 heures plus tard, on parle de sport, d'actualité ou de politique à la maison. Tu n'as plus de pensées ni de réflexes... ton corps, lui, garde un silence absolu.
9 heures plus tard, seuls les plus proches restent. Dehors, on se console avec des câlins... tandis que ton corps refroidit lentement.
24 heures après, quelqu'un qui ne sait pas que tu es mort t'appelle ou t'envoie un message... alors que tes organes commencent à se décomposer.
3 jours plus tard, on cherche déjà quelqu'un pour te remplacer au travail. La vie continue... et ton corps gonfle, votre peau se tend.
5 jours plus tard, la routine reprend. La vie continue dehors... tandis que, dans la tombe, tout se liquéfie et change de couleur.
2 semaines plus tard, on parle d'héritage avec un avocat... et tes dents et ongles commencent à se détacher.
3 mois après, ton partenaire rit devant la télé... pendant que ton corps se fond dans la terre.
1 an plus tard, un proche visite ta tombe et dit : « J'ai l'impression que c'était hier »... ton linceul se défait.
2 ans plus tard, ton partenaire

rencontre quelqu'un d'autre et retombe amoureux — il/elle ne t'oubliera pas, mais tu n'es plus la priorité. Dans la tombe, tu disparais peu à peu.
3 ans plus tard, tes enfants ont encore besoin de toi, mais il ne leur reste que ce que tu leur as appris. Toi, dans la tombe, tu ne peux plus les prendre dans tes bras.



10 ans après, un ami voit ta photo et sourit un instant... dans la tombe, il ne reste que des os. Un jour, tes proches lèveront les yeux au ciel et penseront à toi. Toi, au paradis, tu auras compris que la plupart des inquiétudes n'avaient pas tant d'importance. . Ce texte ne cherche pas à faire peur : il nous rappelle la valeur du présent et l'importance de vivre pleinement avec ceux qu'on aime.

Blagues

Un homme a réussi à s'évader après 15 ans de prison.
Arrivé chez lui, exténué et fatigué, son épouse lui dit :
— « Aux infos, ils ont dit que tu t'es évadé à 5h, mais il est déjà 10h... Tu étais où depuis ? »
Le gars, complètement dépassé, est retourné se rendre à la police pour retrouver la paix en prison.

J'ai invité une go, on est sorti et j'ai commandé un poulet, ça y est au feu et Pendant qu'on attend, elle me dit :
- bébé je ne vais pas dormir avec toi hein. !
Je dois rentrer après
J'ai eu froid en même temps, je me suis mis à regarder en bas de nos chaises..
Surprise, elle me demande :
- tu cherches quoi bébé.?
Moi : mon argent est perdu, je cherche mon portefeuille, vas dire au vendeur
De poulet là de laisser tomber, j'espère que tu as ton argent de taxis retour. ?
Elle : humm bébé, je m'amuse ow. ! Je dors avec toi mon cœur...

Moi : bébé, je viens de retrouver mon portefeuille, c'était dans ma poche arrière, vas dire au vendeur de poulet d'ajouter 2 poulets encore. !!!



Céréales au Togo

Les producteurs répondent aux accusations relayées sur les réseaux sociaux

Suite aux déclarations du journaliste Ferdinand AYITE dans sa sortie du dimanche 09 novembre 2025 sur les réseaux sociaux, concernant les jeunes entrepreneurs de Dapaong qui lui demandent de voler à leur secours dans le cadre des achats de céréales en cours dans la région des Savanes, la fédération des producteurs de céréales a fait le choix du ton ferme dans une mise au point dont la Rédaction du Nouveau Reporter a obtenu copie.

Ces producteurs de céréales, offusqués par les propos, estiment qu'il est impératif de rétablir les faits et de mettre en lumière la croissance du secteur, le soutien du président du Conseil, la complexité et les défis inhérents à cette filière essentielle. Les agriculteurs céréaliers, loin de l'image parfois

déformée, sont au cœur d'un secteur vital, à l'écoute des impératifs économiques, environnementaux et géopolitiques.

Dans la présente mise au point, ils pointent les "exportations frauduleuses vers les zones occupées par les groupes djihadistes dans le Sahel", mettent en lumière plusieurs belles performances de notre pays ; et saluent la politique de soutien de prix du gouvernement qui permet aux producteurs de résister à plusieurs aléas.

Nous vous invitons à lire ici l'intégralité de la mise au point des producteurs.

MISE AU POINT DE LA FEDERATION DES PRODUCTEURS DE CEREALES

Suite au " live " animé par l'animateur Ferdinand AYITE le dimanche 09 novembre 2025, dans lequel il affirme avoir été saisi par les jeunes entrepreneurs de Dapaong qui lui demandent de voler à leur secours dans le cadre des achats de céréales en cours dans la région des Savanes, la Fédération des producteurs de céréales tient à faire la mise au point suivante :

La mission essentielle que connaît le secteur agricole depuis plusieurs années est le fait de la vision clairement énoncée du Président du Conseil, des choix politiques assumés du gouvernement de la mobilisation des ressources tant humaines, matérielles que financières de l'Etat et de ses partenaires.

Cette matérialisation de la vision qui s'est exprimée par la mise en œuvre des réformes et projets du gouvernement a permis à notre pays de réaliser des performances remarquables dans le secteur agricole entre autres :

- l'accroissement des rendements dans la filière céréalière (1,5 tonnes à 4,5 tonnes sur les Zones d'aménagement agricole planifié (ZAAP) pour le blé mais par exemple) ;
- l'accroissement de la production céréalière qui est passée de 1 355 509 tonnes en 2020 à 1 483 542 tonnes en 2024 soit une augmentation de 9,4% ;
- l'accroissement de la production de riz de 26,7% de 2016 à 2024.

Les belles performances qui ont pour effets mesurables la disponibilité des produits vivriers et la stabilité de leurs prix sur l'ensemble des marchés du territoire national ont occasionné l'attention de réseaux d'acteurs véricux qui recherchent auprès des producteurs en zones rurales des produits céréalières à des prix dérisoires pour soumettre leurs cargaisons aux exportations frauduleuses vers les zones occupées par les groupes djihadistes dans le Sahel.

Le riz du riz est adiant.

En effet, plusieurs milliers de tonnes de riz paddy ont été achetées par ces cercles véricux à 100 F CFA le kg auprès des producteurs pour être soumises aux exportations frauduleuses vers les zones du Sahel occupées par les groupes djihadistes en violation Régime des mesures prises par le Gouvernement pour non seulement sécuriser les disponibilités alimentaires, mais aussi protéger les zones de production de la région des Savanes en proie aux attaques de ces bandes armées.

C'est pour soutenir les laborieuses populations de producteurs agricoles que le gouvernement sous les orientations du Président du Conseil, a lancé l'opération spéciale d'achat de riz paddy dans toute la région des Savanes avec un financement de plus de trois milliards de francs CFA sur le budget de l'Etat Togolais en portant à la hausse le prix d'achat à 200 FCFA le kilogramme de riz paddy, bris champ, contrairement au prix de 100 F CFA le kg fixé par ces commerçants véricux.

Cette politique de soutien de prix à la production du gouvernement permet de fixer les produits vivriers sur le territoire mais aussi de soutenir les producteurs dans la relance de la production.

A ce jour sur 15 747,6 tonnes de riz paddy recueillies dans la région des Savanes, 8 875 tonnes appartiennent aux commerçants qui les ont achetées auprès des producteurs à un prix dérisoire de 100 F CFA le kg, créant une perte de bénéfice énorme aux producteurs.

Véritablement cette politique de soutien à la production n'est pas du goût des commerçants véricux et surtout de ce charlatan de la communication, Ferdinand AYITE qui, durant son périple n'a été qu'une cascade de résonance des médias véricux.

Etant donné dans sa base de données, l'animateur Ferdinand AYITE n'a pas hésité d'insérer dans ses « live », l'imam Hassan qui a été dans les années 2017 avec le terroriste Alchadim Tigi en fuite, un mouvement véricux violent à connotation négative qui a engendré l'assassinat cruel des agents de sécurité en service, des destructions d'édifices dans le pays, etc.

Dans l'un de ses « live », Ferdinand AYITE affirme mener un combat idéologique contre la France, pays qui pourtant lui a offert le statut de réfugié. Quand on assiste ses récits appelés à la violence à sa nature d'idéologue, Ferdinand AYITE est plus qu'un cocktail Molotov qui peut mettre en danger la sécurité du pays ivoir.

En tout état de cause, la Fédération des producteurs de céréales met en garde cet animateur journaliste hors loi, Ferdinand AYITE et se réserve le droit de saisir les autorités judiciaires compétentes s'il continue par ses interventions mensongères et haineuses, d'insulter les producteurs qui ont déjà payé un lourd tribut des suites des attaques terroristes survenues dans la région des Savanes.

La Fédération des producteurs de céréales reste multilatérale et très reconnaissante envers le Président du Conseil pour les actions engagées pour le bonheur des populations togolaises en général et particulièrement celles de la région des Savanes. Elle tient à saluer la politique de soutien de prix du gouvernement qui permet aux producteurs de bien mener leurs activités agricoles.

Président du conseil interprofessionnel
du riz
M. BOKLI Boudjane

Président du conseil interprofessionnel
du blé mais
M. KACIEMA GNANOU Essave

Chambre Régionale d'Agriculture Savanes
M. LAMICOR Dankumane

 OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

-20%

**sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
prorogé jusqu'au
20 décembre 2025**

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

 **8201** POUR TOUTES
INFORMATIONS

 Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Soins capillaires

Des spécialistes démystifient un certain nombre d’entre eux

Beaucoup de personnes rêvent de cheveux sains et en bonne santé, qu'ils soient ondulés et brillants, bouclés ou lisses. Certains se posent des questions sur le coût d'une telle démarche, et abandonnent. Mais, il faut dire que cela ne nécessite pas de dépenser une fortune ni de suivre des routines complexes ; il suffit de faire simple.

Par ailleurs, il y a quelques idées reçues sur les soins capillaires. Des spécialistes les démystifient. En voici quatre. C'est surtout les femmes que cela intéresse, mais les hommes ne sont pas exclus.

L'eau froide ne rend pas vos cheveux plus brillants.

Avez-vous déjà frissonné sous une douche glacée juste pour avoir des cheveux plus brillants ? Heureusement, vous pouvez arrêter de le faire et profiter d'une douche chaude et confortable, car l'eau froide n'apporte pas de brillance supplémentaire aux cheveux.

« Il n'est pas nécessaire de se laver les cheveux à l'eau glacée, cela ne sert à rien ». « Le plus important est de protéger ses cheveux des produits chimiques, de la chaleur et de l'environnement ». Les experts ajoutent qu'il est déconseillé de se laver les cheveux à l'eau trop chaude, car cela peut les déshydrater et brûler le cuir chevelu, tout comme l'eau chaude brûle la peau.

Aucun produit ne peut réparer les cheveux abîmés



Cette femme lave ses cheveux (Crédit photo : BBC News Afrique en français)

Si vous espérez réparer vos pointes fourchues sans passer par un salon de coiffure, vous serez déçu d'apprendre qu'une coupe de cheveux est la seule solution.

Les spécialistes expliquent qu'une pointe fourchue est comme une déchirure dans un bas en maille : il n'y a tout simplement aucun moyen de la réparer.

L'on explique : « si vous imaginez un cheveu qui se casse et que vous l'observez au microscope, on dirait presque qu'il a deux ou trois pointes supplémentaires ». « Les produits disponibles sur le marché agissent comme une sorte de colle qui lie les cheveux pour un meilleur aspect ».

Pour les scientifiques, ce sont des solutions temporaires et ils mettent en garde contre les dépenses excessives dans des produits qui promettent une solution.

L'on explique également que les affirmations selon lesquelles se couper les cheveux peut accélérer la pousse sont fausses.

« Il est tout simplement impossible d'accélérer la pousse des cheveux, donc tout produit qui prétend cela est un mensonge ».

Vos cheveux ne se nettoient pas tout seuls

Vous avez peut-être déjà rencontré quelqu'un qui jure avoir laissé ses cheveux se laver tout seuls, en les lavant rarement, voire jamais.

Mais les spécialistes soulignent que ce n'est pas bon pour les cheveux. « Le cuir chevelu possède 180 000 glandes sébacées et accumule saletés et débris s'il n'est pas lavé régulièrement ».

Cela est comparé au



Cette femme asperge d'eau ses cheveux (Crédit photo : BBC News Afrique en français)

cheveux régulièrement peut provoquer des odeurs et aggraver les problèmes de cuir chevelu

jours si l'on a les cheveux très gras ou si l'on utilise beaucoup de produits. Les spécialistes insistent

fois entre deux lavages. Le problème survient lorsque l'on l'utilise plusieurs jours d'affilée sans le rincer.



Cette femme lave également ses cheveux (Crédit photo : BBC News Afrique en français)

comme les pellicules, car « laisser les cheveux devenir plus gras peut favoriser le développement

sur le fait que si les personnes aux cheveux très gras peuvent bénéficier d'un nettoyage plus intensif, celles aux cheveux plus secs peuvent envisager un shampoing sans sulfate, plus cher mais qui n'éliminera pas le sébum.

Le shampoing sec ne remplace pas le lavage

Trouver le temps de se laver, de sécher et de coiffer ses cheveux n'est pas toujours réaliste. Alors, entre le travail, le sport et les sorties, beaucoup de personnes se tournent vers le shampoing sec pour revitaliser les racines grasses et rafraîchir leurs cheveux sans avoir à prendre de douche.

L'on affirme que le shampoing sec est « parfait », mais qu'il ne doit être utilisé qu'une seule

« Le sébum naturel du cuir chevelu est absorbé par le shampoing, et les levures se nourrissent de cette accumulation ». « Si vous n'y prenez pas garde, vous risquez d'avoir un cuir chevelu qui démange et qui pèle ».

En fin de compte, le conseil approprié est de prendre soin de votre cuir chevelu de la même manière que vous prenez soin de votre visage : vous ne vous maquillerez pas sans avoir préalablement retiré le maquillage et lavé votre peau.

Edem Dadzie
Experts : Eva Proudman de UK Hair Consultants et Tracey Walker de Hair and Scalp Clinic, Trichologues ; Laura Waters, professeure d'analyse pharmaceutique à l'université de Huddersfield au Royaume-Uni

de champignons et de bactéries, aggravant ainsi les démangeaisons du cuir chevelu ».

Les spécialistes recommandent de se laver les cheveux tous les deux

Togo

Aného organise son premier Forum dédié au développement économique local

Aného, cité historique du Togo, a levé le voile sur le premier Forum du développement économique local, une initiative intégrée au Festival international de l'histoire d'Aného (FIHA). Organisé ce 20 novembre 2025, l'événement ambitionne de créer un cadre stratégique d'échanges et d'opportunités entre les collectivités locales et les acteurs économiques.

durable. L'événement entend positionner les collectivités togolaises comme des espaces d'investissement crédibles, dynamiques et créateurs de valeur ajoutée. Il s'agit également de favoriser le dialogue direct entre les acteurs communaux et

les projets structurants et de sensibiliser les élus à l'importance du marketing territorial », a déclaré Florent Tiassou, commissaire général du FIHA. Les échanges ont été enrichis par plusieurs communications et panels,

touristique, la rentabilité de l'industrie touristique dans les Lacs 1, la transformation agroalimentaire, les atouts territoriaux pour stimuler l'agribusiness ou encore l'intérêt d'investir dans l'agrobusiness.

artisanales et touristiques », a-t-il souligné. Il rappelle également que les réponses à des enjeux majeurs tels que l'emploi des jeunes, la résilience climatique ou la cohésion sociale se trouvent souvent à l'échelle locale.

Pour Attisso Kokouvi, conseiller technique à la GIZ, le développement local nécessite une gouvernance territoriale solide, des collectivités bien outillées et des partenariats cohérents entre acteurs publics, privés et communautaires. La Coopération allemande, fortement engagée au Togo depuis plusieurs années, s'emploie à accompagner les communes dans le renforcement de leurs capacités afin d'impulser un développement participatif et vertueux. «

Le forum se présente ainsi comme une plateforme concrète permettant d'identifier des projets structurants, de mobiliser des financements et de bâtir des partenariats public-privé durables. La GIZ salue l'initiative et encourage sa pérennisation, tout en exhortant les communes à élaborer des narratifs d'investissement audacieux et adaptés à leurs réalités. « Chaque territoire a une histoire à raconter, une vision à partager, une valeur

Officiellement ouvert par Kouevi-Kangni Agossou, adjoint au maire de Lacs 1, ce salon d'affaires a rassemblé près d'une centaine de participants notamment des représentants de collectivités territoriales, entreprises locales et internationales, institutions bancaires, ambassades ainsi que divers partenaires bilatéraux et multilatéraux.

L'objectif central est de permettre à stimuler l'investissement territorial et mobiliser des financements au profit des initiatives de développement portées par les communes.

Le forum, organisé sur une journée, s'est accompagné d'une mini-foire dédiée aux produits locaux, mettant en valeur les filières agroalimentaires, artisanales ou encore touristiques. Cette articulation entre réflexion stratégique et exposition économique vise à renforcer l'attractivité des territoires, valoriser les savoir-faire locaux et favoriser des partenariats durables entre porteurs de projets et partenaires techniques et financiers.

Placée sous le thème « Investir dans les territoires », cette édition invite à repenser le rôle des communes comme véritables leviers de croissance inclusive et

les investisseurs, banques et bailleurs, de mettre en avant les filières locales grâce à la mini-foire, mais aussi de promouvoir les projets structurants des communes auprès des partenaires internationaux présents au FIHA. Une sensibilisation des élus et techniciens communaux au marketing territorial et à l'élaboration de narratifs d'investissement percutants était également au programme.

« Ce forum cherche à positionner les communes togolaises comme des espaces d'investissement crédibles et dynamiques. Il permet de créer des



liens directs entre acteurs communaux, investisseurs, bailleurs et institutions financières, de valoriser les filières locales, de promouvoir

dont une intervention sur le thème : « Quelles mesures pour faciliter les investissements au Togo ? ». D'autres discussions ont porté sur le développement

Investir dans les territoires, c'est investir dans la proximité, l'innovation locale et les femmes et les hommes qui animent les filières agroalimentaires,

à offrir », a-t-il conclu, rappelant que « investir dans les collectivités, c'est investir dans la paix, la prospérité et la dignité »



**grand
chapitre
2025**

Grand Chapitre des Compagnons du Beaujolais Devoir du Togo

28
ans

50 000
FCFA

Dîner de gala.



Samedi 22 Novembre 2025



20 Heures



Hôtel SAKAKAWA



90 05 70 13